

Photos et commentaires de la manifestation « Pour un printemps québécois »

« À l'invitation de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), étudiants, familles, retraités et syndicats se sont rassemblés au parc Jeanne-Mance, à Montréal, avant de défiler jusqu'au square Victoria.

« La manifestation s'est déroulée dans le calme même si le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) n'avait pas été informé du trajet que devait emprunter le cortège. Selon les estimations de la CLASSE, la foule comptait 30 000 personnes au plus fort de la marche. Une seule personne a été arrêtée pour possession d'une arme prohibée.

« "Neuf ans, jour pour jour, après l'élection du gouvernement libéral. Deux semaines après le budget Harper. Le Québec croît dans la rue! Vers un Printemps québécois!", avait annoncé le regroupement étudiant dans un communiqué.

« La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui regroupe près de 140 organisations communautaires, syndicales, féministes et étudiantes, ont participé à l'événement. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui tenait son assemblée générale annuelle le jour même, n'y était pas. » (Site web de Radio-Canada, 14/04/12)

Si le chiffre de la CLASSE peut paraître quelque peu élevé — je risquerais 20 000 — le décompte de cinq à six mille de Quebecor relève de la désinformation. La présence étudiante, certes nombreuse, était minoritaire. Les contingents syndicaux (surtout d'enseignant-e-s et de la FIIQ) m'ont paru relativement peu nombreux tout comme ceux des groupes populaires. Il s'agissait d'une manifestation citoyenne où les affiches artisanales étaient abondantes mais moins que lors des manifestations étudiantes proprement dites.

« Pour la marche, baptisée "Pour un Printemps québécois", la CLASSE avait tendu la main à l'ensemble des groupes sociaux. Avant le départ de la marche, quelques personnes ont d'ailleurs tenus des discours enjoignant à élargir la lutte des étudiants contre la hausse des droits de scolarité. "Aujourd'hui le mouvement étudiant interpelle chacun et chacune d'entre nous", a scandé la porte-parole de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, Marie-Ève Rancourt. C'est tout de même la cause étudiante qui a monopolisé l'attention, comme en témoignaient les affiches, les slogans et les chants.

« La semaine dernière, les leaders du mouvement disaient souhaiter que la manifestation déborde largement le thème des frais de scolarité pour toucher les questions d'inégalité sociale, de corruption et d'autres revendications d'ordre social.

« "Il fallait trouver un élément pour aller encore plus loin, et pour nous, la manière d'aller plus loin, c'était d'élargir la lutte, d'élargir politiquement nos revendications", a expliqué en entrevue avec la Presse canadienne Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE.

« Les étudiants espèrent être les précurseurs de ce qu'ils appellent "un printemps québécois", dans la mouvance du printemps arabe qui a notamment fait tomber les régimes autoritaires en Égypte, en Libye et en Tunisie, et provoqué une guerre civile qui perdure en Syrie.

« "C'est un gouvernement qui ne sert pas la population, que ce soit en augmentant les frais de scolarité, en imposant une taxe santé, en augmentant les tarifs d'Hydro-Québec", a indiqué M. Nadeau-Dubois.

« "Il y a eu le scandale sur les gaz de schiste, les scandales sur la corruption, un taux d'insatisfaction qui ne dérougit pas envers le gouvernement libéral de Jean Charest, et ça va être l'occasion pour l'ensemble de la population de dire non seulement qu'elle est en appui aux étudiants, mais qu'il est temps de contester de manière plus générale la direction que prend le Québec." » (Site web du Devoir, 14/04/12)

La bannière ouvrant la marche clamait : « *La grève est étudiante, la lutte est populaire* ». Elle inaugurerait une série de trois manifestations consécutives, une à chaque semaine, faisant appel au peuple québécois afin de hausser le degré de mobilisation à la hauteur suffisante pour renverser le rapport de forces face au gouvernement Libéral qui s'appuie sur le gouvernement Conservateur. Le premier est englué dans le scandale de l'industrie de la construction qui revient encore une fois le hanter et le second dans celui de l'achat des F-35 témoignant de son alliance de fer avec l'impérialisme étasunien.

Après le succès de la première, le prochain rendez-vous sera celui du 22 avril, Jour de la terre, à l'appel d'une vaste coalition d'organisations et de personnalités, pour s'opposer aux politiques anti-écologiques de nos gouvernements vendus à l'exploitation des énergies fossiles de plus en plus sales (sables bitumineux et gaz/pétrole de schiste) et au pillage de nos ressources naturelles en particulier nordiques. Cette manifestation se doit de dépasser en envergure celle d'aujourd'hui pour que se maintienne l'escalade. Mais elle ne saurait être qu'un autre relais car le renversement du rapport de forces requiert de combiner grèves et manifestations comme le fait le mouvement étudiant.

À part le mouvement étudiant, à qui il faudrait encore plus de résilience pour tenir jusque là, seul le mouvement syndical en est capable à une échelle et profondeur autrement plus importante. Mais on n'entend parler de rien, du moins quand on est non-initié, qui se préparait pour le premier mai. Il faudrait énormément plus que la manifestation rituelle habituelle. En fait, il faudrait cette fameuse grève sociale de 24 heures votée par la CSN en 2010, à laquelle pas mal de syndicats FTQ et autres emboîteraient le pas comme cela est arrivé le 11 décembre 2003 malgré le freinage de la direction de la centrale, en combinaison avec une manifestation monstre plus encore que celle du printemps 2010 au moment où culminait les négociations du secteur public.

On n'entend pas la gauche syndicale et politique, organisée dans ses Intersyndicale et dans Québec solidaire et leurs sites web, réclamer une telle stratégie. Elle préfère mettre cette responsabilité sur le dos des organisations étudiantes et écologiques alors qu'elles n'ont pas le moyen de relever un tel défi, pas plus d'ailleurs que la Coalition mains rouges qui co-organisait la manifestation d'aujourd'hui. Belle tactique de diversion de la part de cette fraction de gauche de la bureaucratie syndicale afin de protéger les appareils à sinécure sous le contrôle de leurs collègues. À moins d'un revirement imprévisible, cette bureaucratie, aile gauche comprise, aura la lourde responsabilité d'avoir encore une fois, après la capitulation de l'été 2010 lors des négociations du secteur public, laisser tomber une mobilisation de grande envergure qui a le potentiel de faire reculer le patronat et les partis politiques à sa solde.

Marc Bonhomme, 14 avril 2012

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca